

## Nouvelles locales des mercredi 04 et jeudi 05 novembre 2015

@rib News, 05/11/2015 - Le ministre burundais de la Sécurité publique Alain Guillaume Bunyoni appelle les 9 millions de burundais à se lever comme un seul homme pour combattre les insurgés. "Vous nous avez mandatés. Oui mais, s'il arrivait que les forces de l'ordre soient débordées et n'arrivent pas à maîtriser la situation, nous vous appelons à vous lever et combattre ces semeurs de troubles", a déclaré le Général Bunyoni lors d'une réunion sur la Sécurité Ration tenue par le premier vice-président du Burundi dans la zone urbaine de Kanyosha au sud de la capitale.

- Un corps sans vie découvert commune de Nyabiraba, commune Kanyosha de la province de Bujumbura. Le cadavre n'a pas été identifié. Le porte parole de la police, Pierre Nkurukiye a affirmé calmement que huit "criminels" y avaient été tués, dix huit autres arrêtés et que dix huit fusils avaient été saisis. - Deux véhicules d'un convoi funéraire ont été interceptés ce mercredi matin. Le convoi a été pris pour cible par des policiers alors qu'il se dirigeait vers la paroisse St Joseph du quartier 3 de Ngagara. Une des voitures a reçu des balles et même les pneus ont été endommagés. Elle est tombée dans un caniveau", raconte un témoin sur place qui affirme que la police a ensuite arrêté le véhicule avant de le saisir. Les trois personnes qui se trouvaient à bord, un Jeune homme et deux femmes ont été embarqués selon d'autres témoins. Le Jeune qui allait être enterré la semaine dernière à Ngagara IV. C'était quelqu'un de actif lors des manifestations anti-troisième mandat en avril dernier. Il était présent comme l'un des leaders des manifestants. - Par dizaines, les habitants de Mutakura dans la commune Ntahangwa fuient leur quartier depuis ce mercredi matin. Dans la panique, des familles ont quitté leur ménage avec tout ce qu'elles pouvaient emporter. Ces hommes et femmes ont confié aux journalistes de SOS Médias Burundi qu'ils préféraient trouver refuge ailleurs, dans d'autres quartiers de la capitale "moins exposés aux violences". Des violences extrêmes auxquelles ils ont été confrontés hier après-midi et la nuit dernière. Toutefois, ces personnes avancent une autre raison qui est à la fois pour eux une source de très grande inquiétude : le discours menaçant voire martial des autorités burundaises. En effet, le premier vice-président du Burundi, Gaston Sindimwo a lancé lors d'une réunion sur des questions de Sécurité que "la réconciliation était terminée." Des paroles qui se sont répandues comme une traînée de poudre et qui ont provoqué l'exode de ces habitants. - Au centre-ville, des personnes ayant un sac à dos ou des valises sont arrêtés. Elles sont emmenées au poste de police de l'ex marché central pour être fouillées. A Kinindo sur l'avenue du Large au niveau du pont Muha, les véhicules de transport de biens et personnes comme les Tuk-tuk sont systématiquement arrêtés et fouillés. Les femmes en compagnie de leurs enfants sont très étonnées de voir que les véhicules qui les transportent sont les seuls à être traités ainsi. - La police et les militaires ont investi la zone de Nyagasasa en commune de Mugamba de la province Bururi ce jeudi matin. Selon le chef de zone de Nyagasasa, Jean-Paul Gasiga, la police a saisi 6 bottines militaires et policières et des effets militaires des corps de défense et de Sécurité en fonction. Il n'y a pas eu de personnes arrêtées selon ce chef de zone. - Un peu plus de 6 millions de francs burundais ont été volés mercredi soir dans une microfinance dénommée "Fond d'œuvre". L'établissement appartient à la fédération des caféiculteurs région de Kirimiro Shiramazinda. Pour le moment, trois agents de cette Microfinance Fond d'œuvre ont été interpellés pour interrogatoire. Les bureaux de cette institution sont à Kibimba en commune Giheta dans la province de Gitega. - Éducation - Les cours ont été suspendus au Lycée Bururi depuis ce mercredi. Les élèves protestent contre le renvoi hier par le conseil de discipline d'une vingtaine de leurs camarades. Ces lycéens sont accusés d'avoir lancé un mouvement en début de semaine pour dénoncer une mauvaise alimentation. Le directeur de l'école a indiqué que la ration donnée à ces élèves n'avait pourtant pas changé. Les parents et des autorités provinciales tentent de convaincre les élèves de regagner les classes, mais ces derniers exigent le retour de leurs camarades.